



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

changement climatique

Question au Gouvernement n° 1139

Texte de la question

CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Bruno Millienne, pour le groupe du Mouvement démocrate et apparentés.

M. Bruno Millienne. Madame la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, depuis deux semaines, notre assemblée passe à côté des vrais sujets.

M. Fabien Di Filippo. À cause du Gouvernement !

M. Maxime Minot. Ça, il fallait oser !

M. Bruno Millienne. L'affaire Benalla en témoigne. *(Exclamations sur divers bancs.)*

Nous venons de vivre une semaine d'extrêmes climatiques : au moins quatre-vingt-treize morts suite aux incendies en Grèce – des incendies frappent également la Suède –, records de température en France, inondations et canicule au Japon, où l'on dénombre également près d'une centaine de victimes et 40 000 personnes hospitalisées. Le réseau international WWA – World Weather Attribution – est formel : la vague de chaleur extrême est due au réchauffement mondial, lui-même dû aux activités humaines.

M. Maxime Minot. Vous avez dû prendre un coup de soleil !

M. Bruno Millienne. Les vagues de chaleur de ce type pourraient devenir la norme d'ici les années 2050.

Je pense à la montée du niveau des océans, qui amènera Miami, New York, Tokyo, Singapour ou Amsterdam à être envahies par les eaux. Je pense aux 250 millions de réfugiés climatiques prévus en 2050. Je pense aux plus de 100 millions de personnes qui pourraient basculer dans l'extrême pauvreté. Je pense à l'impact du réchauffement climatique sur la faune et la flore, avec la disparition prévue d'une espèce animale sur six.

Le ministre d'État Nicolas Hulot l'a dit,...

M. Fabien Di Filippo. Où est-il ?

M. Ian Boucard. Il ne fait rien !

M. Bruno Millienne. ...nous avons collectivement une immense responsabilité. L'urgence climatique demeure et ne peut plus être une préoccupation mineure. Oui, cet enjeu appelle une réponse universelle. Oui, nous aurons besoin d'une union sacrée nationale. Mais surtout, les réponses européennes et internationales se font

attendre. Une réflexion européenne sur les énergies renouvelables doit être menée. Comment l'engager ? Comment l'incarner ? Comment passer des paroles et des objectifs écrits à la réalité des actes ? Comment bâtir ce nouveau modèle de société durable tout en ayant à l'esprit que de nombreux pays ont besoin de poursuivre leur développement économique et industriel et qu'il serait hypocrite de blâmer leur modèle de croissance, qui était le nôtre il y a encore peu de temps, sans leur proposer un autre chemin ?

C'est avec une certaine naïveté que je vous pose cette question, madame la secrétaire d'État : quels leviers nous reste-t-il pour agir concrètement, collectivement et efficacement contre le changement climatique ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Ian Boucard. Quelle audace !

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Danièle Obono. Nicolas Hulot est en vacances depuis deux semaines !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Vous l'avez souligné, monsieur le député, c'est aujourd'hui le jour du dépassement. Cela veut dire qu'aujourd'hui, nous avons consommé l'intégralité des ressources produites par la planète en un an : à partir d'aujourd'hui, nous vivons donc à crédit. En 1970, cet événement avait lieu le 24 décembre.

Il y a donc une contradiction entre nos actes et le modèle économique que nous devons développer. Mais les efforts sont là, le changement est là : nous sommes en train d'écologiser, de verdir l'intégralité de notre système économique.

M. Christian Jacob. « Écologiser » ? On dirait du Ségolène Royal !

M. Fabien Di Filippo. Ségolène, sors de ce corps !

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. Nous devons accélérer cette tendance. C'est pour cette raison que nous avons pris résolument le leadership sur la question de la finance durable. Il faut transformer en profondeur la finance pour que les investissements privés, les capitaux privés se mettent au service de la planète et de projets « bas carbone ». C'est ce que nous avons fait en prenant une série de douze engagements lors du One Planet Summit.

La transition doit aussi être solidaire. Pour ce faire, nous avons lancé en France toute une série d'initiatives qui ont déjà porté leurs fruits. Je pense par exemple à la prime à la conversion, qui aide les Français, modestes ou non, à changer de voiture au profit de véhicules plus propres et plus respectueux de l'environnement. Cette mesure est un moteur de développement industriel et de création d'emplois, tout en permettant de mieux respecter l'environnement. Je vous ai ainsi donné un exemple concret.

M. Fabien Di Filippo. Vous parlez d'Autolib ?

Mme Brune Poirson, secrétaire d'État. De même, au niveau européen, nous sommes véritablement en situation de leadership. La France a formé autour d'elle une coalition de douze États qui vont stimuler le reste de l'Europe et présenter une position européenne très forte lors de la COP24.

Nous avons enfin fixé des objectifs très ambitieux qui nous permettent de réaliser, aujourd'hui en France, la transition écologique et solidaire. Nous sommes actuellement en train de préparer la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui va nous montrer le modèle le plus respectueux de l'environnement et le plus solidaire que nous devons suivre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Millienne](#)

Circonscription : Yvelines (9^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1139

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 août 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [2 août 2018](#)